

ANNEXE A

**LES NATIONS-UNIES : DE LA DIPLOMATIE DE CRISE
À LA DIPLOMATIE PRÉVENTIVE**

Vladimir Petrovsky, sous-ministre soviétique des Affaires étrangères

Kingston (Ontario)

7 octobre 1988

Une volonté de résoudre les situations de crise et de conflit qui règnent depuis quelque temps dans certaines régions de la planète est en train de se dessiner nettement sur la scène politique internationale.

Les Nations-Unies participent activement à ce processus. On voit l'ONU, et en particulier le Conseil de sécurité et le Secrétaire général, assumer de plus en plus de responsabilités dans le monde entier, que ce soit en Afghanistan, où l'entente à laquelle on est parvenu va jouer un rôle clé, dans la mesure où elle pourrait déclencher une réaction en chaîne pour le règlement d'autres conflits régionaux, en Iran et en Iraq, en Namibie, au Moyen-Orient et dans le Sahara occidental. Le multilatéralisme s'est avéré une technique beaucoup plus productive que les solutions égocentriques et "isonationalistes".

Tous ces événements concrétisent la notion de sécurité globale commune, qui signifie que le règlement des problèmes passe par des moyens politiques dans le respect des différents intérêts en présence. Cette notion est fondée sur la Charte des Nations-Unies et elle s'inscrit dans le droit fil du renforcement du rôle de l'Organisation. La sécurité commune ne se créera pas en une seule fois : elle résultera d'un long processus au cours duquel il va falloir adapter les Nations-Unies et le comportement des États membres aux réalités d'un monde interdépendant. C'est pourquoi il faut une vision nouvelle des choses. Nous proposons aujourd'hui de rejeter dès maintenant toute politique assimilant l'Organisation à un instrument de promotion des intérêts nationaux. Dans le monde contemporain, les Nations-Unies devraient jouer le rôle d'un centre international harmonisant et conciliant les intérêts des États membres. Pour cela, il faut absolument que lesdits États revoient en profondeur leur propre attitude vis-à-vis de l'Organisation, leur ouverture au dialogue et leur volonté de concéder aux Nations-Unies certains de